Document generated on 10/12/2024 2:38 a.m.

Bulletin d'histoire politique

Un moment décisif dans l'itinéraire intellectuel d'un militant marxiste Stanley Bréhaut Ryerson et la question nationale au Québec durant la décennie 1960

Joël Bisaillon

Volume 19, Number 2, Winter 2011

La gauche au Québec depuis 1945

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1054888ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1054888ar

See table of contents

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Bisaillon, J. (2011). Un moment décisif dans l'itinéraire intellectuel d'un militant marxiste Stanley Bréhaut Ryerson et la question nationale au Québec durant la décennie 1960. *Bulletin d'histoire politique*, *19*(2), 20–37. https://doi.org/10.7202/1054888ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2011

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Un moment décisif dans l'itinéraire intellectuel d'un militant marxiste Stanley Bréhaut Ryerson et la question nationale au Québec durant la décennie 1960[1]

Joël Bisaillon
Historien

Stanley Bréhaut Ryerson (1911-1998) a été un dirigeant et une figure marquante du Parti communiste du Canada[2] (PCC) et cela dès l'amorce de son engagement intégral au sein de ce Parti en 1934 jusqu'à son départ en 1971. Après cette date, il entreprend une carrière de professeur au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) jusqu'à sa retraite en 1991. Cet article se concentre sur une période précise de son militantisme au sein du PCC, celle de la décennie 1960. L'intérêt de cette période réside dans le fait qu'elle est déterminante dans l'itinéraire intellectuel de Ryerson. En effet, c'est durant les années 1960, qu'une transformation majeure de sa pensée émerge et se formule concernant la question nationale au Québec.

Ryerson en est venu à évaluer le caractère progressiste du mouvement national et démocratique québécois qui se fait jour avec la Révolution tranquille. Durant la décennie, comme membre du PCC, Ryerson propose plusieurs réflexions et analyses sur la question nationale au Québec en valorisant le droit à l'autodétermination pour la nation franco-québécoise. Vers la fin de la décennie, dans le contexte de la « crise de la Confédération », Ryerson en vient à souscrire à l'idée que seule l'accession du Québec à la souveraineté politique permettra l'établissement de relations de complète égalité entre les nations franco québécoise et canadienne-anglaise. Par cette appréciation, Ryerson s'éloigne irrémédiablement des politiques du PCC. Leurs désaccords à propos de l'évaluation de la question nationale au Québec peuvent toutefois être situés dès le milieu de la décennie 1960. Cette position intellectuelle contribue principalement à la décision de Ryerson de quitter le Parti en 1971.

L'étude de la pensée de Ryerson est pertinente dans la mesure où elle permet d'évaluer la démarche par laquelle un intellectuel et un historien

marxiste ont répondu aux divers changements de nature que connaît le nationalisme québécois durant la période charnière de la Révolution tranquille. En effet, en mettant à profit l'approche marxiste et le matérialisme historique, Ryerson a proposé des analyses politiques et des interprétations historiques originales sur la question nationale au Québec. Avant d'entrer dans le cœur du sujet, entreprenons un bref aperçu biographique de Ryerson.

Bref aperçu biographique

Stanley Bréhaut Ryerson est né en 1911 dans une famille aisée de l'Ontario. Sa mère, Tessie Bréhaut Devigne, de descendance française, initie le jeune Stanley aux langues française et italienne pendant sa jeunesse. De 1919 à 1929, Ryerson fréquente la très réputée institution scolaire Upper Canada College. En 1933, il obtient un baccalauréat en langues modernes de l'Université de Toronto. C'est lors d'un séjour en France en 1931-1932 que Ryerson adhère au communisme. Il y lit notamment pour la première fois *Le manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels. En 1933, il complète un diplôme d'études supérieures en langue et littérature italiennes à la Sorbonne à Paris.

Il amorce décisivement son militantisme au sein du PCC en 1934 à Montréal. Les responsables communistes canadiens voient en Ryerson un candidat parfait pour recruter des membres au sein des Québécois francophones, dans la mesure où il s'exprime parfaitement en français et qu'il démontre une sensibilité affirmée à la culture québécoise. Tout au long d'un engagement de plus de trente-cinq ans dans ce Parti, Ryerson occupe des postes de direction et de responsabilité, étant dès la fin des années 1930 considéré comme l'« intellectuel du Parti » et ayant le statut de « révolutionnaire professionnel ». Notamment, il occupe le poste de directeur de plusieurs revues du PCC, dont *National Affairs Monthly* (1944-1947) et *Horizons/Marxist Quarterly* (1962-1969), en plus d'écrire un grand nombre d'articles pour les revues et pour les journaux du Parti (*Clarté*, *La Victoire* et *Canadian Tribune*). Au reste, il remplit les fonctions de responsable national à la formation de 1943 à 1947 et il est désigné Secrétaire national à l'organisation en 1947. Ryerson devient rapidement le spécialiste du Canada français et de la question nationale au Québec dans les rangs du Parti. Sur ces sujets, ses analyses et ses réflexions contribuent grandement à définir les positions et les politiques du PCC. Parmi les ouvrages historiques écrits par Ryerson, mentionnons deux monographies d'importance. La première, *French Canada : A Study in Canadian Democracy* est publiée en 1943[3]. Elle est remaniée et traduite en français en 1945 sous le titre *Le Canada français : sa tradition, son avenir*[4]. La seconde monographie *Unequal Union : Confederation and the Roots of Conflict in Canadas*, 1815-1873, paraît

en 1968[5]. Une version modifiée et augmentée en langue française est éditée en 1972 et s'intitule *Le Capitalisme et la Confédération. Aux sources du conflit Canada-Québec (*1760-1873*)*[6].

C'est dans le livre *French Canada* de 1943 que Ryerson reconnaît, pour la première fois, le statut de nation au peuple canadien-français selon les critères formulés par Staline dans sa célèbre définition de 1913, soit qu'il forme une communauté stable, historiquement constituée ayant un territoire, une langue, une culture, ainsi qu'une vie économique qu'il leur est commun[7]. C'est une première pour un membre du PCC. Le Parti emboîtera le pas à cette évaluation en 1945[8]. En 1946, en continuité avec la reconnaissance de la nation canadienne-française, Ryerson formule une autre remarque théorique notable et originale concernant la question nationale québécoise. Dans un article[9], il soutient le droit à l'autodétermination nationale pour les Canadiens français, y compris le droit à la sécession. Il sera également suivi dans cette voie par le Parti ouvrier-progressiste[10] en 1952[11]. L'énonciation de ce droit par Ryerson demeure pourtant en toute conformité avec la théorie léniniste du droit à l'autodétermination. Comme Lénine l'envisageait, la reconnaissance de ce droit vise plutôt à éviter son exercice. Ce droit a une portée formelle plutôt que réelle ou, dit autrement, plus symbolique qu'effective[12]. Il va donc sans dire que Ryerson, tout comme le POP/PCC, prône sans ambiguïté la perpétuation de la nation canadienne-française à l'intérieur de l'État canadien, et non sa sécession politique et la formation d'un État indépendant[13]. Cette position sera celle de Ryerson jusqu'à la fin des années 1960 et celle du POP/PCC jusqu'au départ de ce dernier du Parti en 1971 et au-delà de cette dernière année.

En 1969, Ryerson abandonne ses responsabilités au sein du Comité central du PCC et il revient s'établir à Montréal. En 1971, Ryerson quitte officiellement le Parti. Dès 1972 et jusqu'en 1991, il est professeur d'histoire à l'UQAM. Il décède en 1998 à l'âge de 87 ans.

La Révolution tranquille et le renouveau associé au nationalisme québécois

Avec le renouveau national associé à la Révolution tranquille au Québec et l'affirmation nationale des Canadiens français durant les années 1960, Ryerson se prononce sur les débats entourant la crise constitutionnelle et politique qui anime le Canada. Avec la « crise de la Confédération », ce sont les rapports entre les Canadiens français et les Canadiens anglais, ainsi que les relations fédérales-provinciales qui sont remis en question en vue de chercher à définir de nouvelles avenues constitutionnelles. Par conséquent, la question nationale québécoise sera la préoccupation centrale de Ryerson à travers ses écrits durant les années 1960. À partir du milieu de la décennie 1960, il est possible d'observer une transformation

majeure de sa pensée sur la question nationale au Québec. Cette transformation est marquée par l'éloignement de plus en plus manifeste des positions de Ryerson de celles du PCC. De plus, cet éloignement se concrétisera avec le « Printemps de Prague », et surtout, avec l'intervention armée des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en 1968. Le tournant décisif de son itinéraire militant et professionnel est patent avec l'appui donné par le PCC à cette intervention commandée par Moscou. Pour sa part, Ryerson dénonce sans hésitation et de façon affirmée cette agression. Il quitte officiellement le Parti en 1971 ; ses opinions et ses conceptions s'écartant définitivement de celles du Parti.

Ryerson en vient rapidement à voir d'un œil très favorable l'émergence d'un nouveau nationalisme québécois, désigné sous le vocable de néo-nationalisme, qui se veut plus moderne et progressiste, laissant derrière lui le nationalisme défensif et conservateur de la période duplessiste. Un nationalisme innovateur qui se combine avec un interventionnisme accru de l'État québécois dans les domaines économique et social (État-providence) et l'application de politiques keynésiennes réformistes. Le gouvernement québécois, par son action, entend promouvoir les initiatives des Québécois francophones et leur assurer une place plus importante dans l'économie.

Les réinterprétations et les fondements historiques de la pensée de Ryerson

À partir du milieu de la décennie 1960, Ryerson amorce une réinterprétation de son œuvre historique antérieure qui se retrouve d'une façon structurée dans son ouvrage *Unequal Union* de 1968 et dans sa version française *Le capitalisme et la Confédération* de 1972. En outre, il en propose lui-même une réflexion critique (autocritique) et il en indique parfois les implications théoriques[14]. De même, plusieurs articles publiés entre 1963 et 1966 contiennent les premiers éléments de sa vision renouvelée de l'histoire canadienne[15]. C'est notamment la raison pour laquelle le milieu de la décennie 1960 a été retenu comme moment charnière dénotant les premières manifestations de la transformation de la pensée de Ryerson.

L'un des éléments centraux de cette réinterprétation se trouve dans le fait que Ryerson considère maintenant que l'égalité politique n'a pas été accordée aux Canadiens français lors de l'obtention de la responsabilité ministérielle en 1848 et lors de la mise en œuvre de la fédération canadienne de 1867. « Le fédéralisme unitaire et centralisateur de 1867 portait précisément la marque de cette inégalité [entre les deux nations], à bien des égards. [...] des concessions restreintes dans les domaines linguistiques et religieux furent accordées aux Canadiens français, à titre de *minorité culturelle* [dans le texte], tandis qu'on leur refusait toute reconnaissance

politique comme entité nationale »[16]. Il réfute donc ce qu'il avait soutenu en 1945 dans l'ouvrage *Le Canada français : sa tradition, son avenir*[17]. Pour Ryerson, le gouvernement responsable a été accordé au Canada-Uni par les autorités de la métropole, parce que le nouveau statut politique de 1840 avait permis la mise en minorité des Canadiens français.

> *Self-government of the Anglo-Canadian colonial bourgeoisie was made conditional on assurances of a"proper subordination of the French". To numerical minority status was added a political mechanism with built-in guarantees of British-imperial stability. That was to be the essence of "responsible government" in a colony*[18].

Selon sa propre évaluation, l'explication de son erreur d'interprétation est à chercher dans son adhésion à la perspective whig-libérale[19] de l'histoire, qui néglige l'agent national dans les explications historiques. En outre,

> La racine de l'erreur théorique est à chercher, me semble-t-il, dans une sous-estimation radicale de l'importance du facteur national dans le processus historique. On ne saurait prétendre que la question nationale fut [*sic*] résolue en 1848 (et en 1867 !) qu'en attribuant à l'aspect politique, étatique, de l'autodétermination un rôle tout à fait secondaire[20].

Ryerson identifie une conséquence directe de cette sous-estimation pour lui, pour le PCC et pour la gauche canadienne en général : « *The blind spot in relation to political equality persisted, and played its part in the inability of the Left to for[e]see the new upsurge in the* 1960*s of the Quebec movements for national self-determination.* »[21]

Ryerson insiste davantage qu'auparavant sur la dimension politique de l'inégalité des Canadiens français sous le régime britannique (1760-1867) et lors des premiers temps de la Confédération. De même, il laisse plus de place au facteur national dans l'explication historique.

> *That misjudgment [celui, de la part de Ryerson, qui affirmait que le Canada français avait gagné l'essentiel de l'égalité politique à l'intérieur de l'État fédéral canadien] was born of a serious theoretical flaw – underestimation of the political (state-power) element in the issue of national self-determination, and of the national character of the (aborted) bourgeois revolution in the French Canada of the* 1840*s*[22].

Dans les réinterprétations de Ryerson, la Confédération n'a donc pas assuré l'égalité politique à la nation canadienne-française, ni reconnu le caractère foncièrement binational du nouveau pays. Il en résulte une inégalité nationale inscrite dans la nature même de l'État canadien en vue d'entretenir et de favoriser l'emprise et le pouvoir anglo-canadien, qui s'exerce sur l'ensemble du territoire canadien, en incluant la nouvelle province du Québec. La crise politique et constitutionnelle des années 1960 au Canada trouve donc son origine dans les conceptions et les aménagements

à la base de la Confédération. Ryerson résume d'une façon assez claire ce point dans l'extrait suivant :

> La conclusion de tout cela, c'est que, d'une part on *laisse entendre* à la nation canadienne-française qu'elle adhère à une association fondée sur le principe de l'égalité, alors que d'autre part on lui prescrit des structures politiques qui ne correspondent pas à de telles relations. Le *fédéralisme* que l'on a tant chanté n'est pas celui qui correspond à un État binational, mais bien autre chose. [...] L'*erreur* des artisans du fédéralisme de 1867, ce n'est pas de ne pas avoir prévu les changements dans la répartition des responsabilités gouvernementales que l'urbanisation et l'industrialisation allaient imposer plus tard, *c'est d'avoir écarté la réalité binationale*[23].

L'atmosphère entourant l'éveil national des Canadiens français (ou des Québécois francophones) s'inscrivant dans la Révolution tranquille, a certainement fortement contribué au processus menant aux réinterprétations historiques de Ryerson. Elle l'a incité à repenser l'histoire du Canada au XIXe siècle et à porter un regard critique sur son œuvre historique et intellectuelle antérieure. Il ressort de ce processus une caractéristique centrale, qui s'exprime par son insistance à l'égard des aspects politiques et nationaux de l'histoire du Canada et du Canada français[24].

Le mouvement national-démocratique au Québec et le droit à l'autodétermination

À partir de ces reconsidérations à caractère historique, on peut aisément concevoir que Ryerson ne considère pas le Québec comme une « province comme les autres », mais bien comme étant l'État national des Canadiens français et l'émanation politique de cette nation[25]. Ryerson souligne avec force, et il le fera tout au long de la décennie, le caractère national et politique des demandes et des revendications des Canadiens français. Les Canadiens anglais, et au premier plan les décideurs politiques, doivent dépasser leur vision purement culturelle ou linguistique de la problématique qui s'affirme avec la « crise de la Confédération »[26] et répondre aux demandes qui concernent des modifications constitutionnelles et politiques profondes de la structure étatique canadienne. Ryerson spécifie que les Canadiens français demandent des changements dans les relations entre les deux communautés nationales et qu'ils désirent la reconnaissance du droit à l'autodétermination, le droit du plein contrôle de leur État national, en l'occurrence le Québec. Le droit à l'autodétermination des Canadiens français prend dès lors une valeur éminemment politique, davantage que lors de la reconnaissance de ce droit par Ryerson en 1946 et des quinze années subséquentes. En outre, il signifie que les Canadiens français veulent être « maîtres chez eux », ce qui implique qu'ils puissent choisir pour eux, sans aucune ingérence ou contrainte de la part du Canada anglais, le statut politique qui leur convient.

> [...] *national feeling in French Canada is directed primary against a status felt to be one of inequality, and toward achievement of a national state, whether in a re-constructed "bi-national federalism"; an autonomous "associate state" linked, on terms of equality, with English Canada; or via outright separation*[27].

Ryerson s'inquiète et désire s'opposer à l'impérialisme économique des États-Unis. Dans le contexte de la Révolution tranquille qui anime le Québec, Ryerson développe un raisonnement et propose une analyse de la présence du grand capital américain et anglo-canadien au Québec. Ryerson voit d'un bon œil la tendance qui s'affirme au Québec réclamant un plus grand contrôle de l'économie québécoise et la direction des leviers économiques par les Québécois francophones. Selon lui, cette tendance, qui trouve un large écho dans la population francophone du Québec, ébranle les assises économiques du grand capital étranger (américain et canadien-anglais) et freine l'impérialisme du voisin du Sud. La maîtrise économique, par les Québécois francophones, de leurs propres ressources et du capital étranger se combine et complète leurs revendications plus proprement politiques[28], dont le droit à l'autodétermination apparaît comme la principale caractéristique. En définitive, selon l'expression de Ryerson, c'est bien une révolution nationale-démocratique qui se produit au Canada français[29]. Il écrit : « *The demand for national equality and, to that end, a re-structuring of the social order situates the* Révolution tranquille [en français, en italique dans le texte] *in the common mainstream of movements of national and social emancipation elsewhere* »[30]. La révolution nationale-démocratique a donc un double caractère constitutif. D'une part, celui d'une contestation de la structure économique sur laquelle le Québec repose, et d'autre part, une forte volonté de redéfinir les rapports politiques et constitutionnels du Canada français avec le Canada anglais. « *It is no accident that* "maîtres chez nous" *is translated into demand for nationalization of alien trust as well as into that of a French-Canadian national state. The solution of the "national question" will require a radical shift in the social structure as well as a new Constitution (or Constitutions ?)* »[31]. Cette révolution doit donc mettre fin aux inégalités socio-économiques et politiques dont souffrent les Canadiens français. Les inégalités économiques découlent en premier lieu de l'impérialisme économique américain, secondé par le capital anglo-canadien.

En outre, Ryerson fonde des espoirs sur le potentiel que recèle le mouvement à la fois national et démocratique au Québec. Celui-ci offre l'espoir de contrer la pénétration du grand capital américain et anglo-canadien et de mettre fin à la subordination politique et nationale des Canadiens français envers l'élite dirigeante canadienne-anglaise.

Les premiers signes d'éloignement entre Ryerson et le PCC

À partir du milieu de la décennie 1960, des signes laissent entrevoir que Ryerson prend certaines distances par rapport à des conceptions et des positions du PCC. Ce dernier prône sans nuance la primauté de la solidarité entre les travailleurs canadiens-français et canadiens-anglais pour mettre en échec l'impérialisme américain, et son corollaire, la pénétration économique états-unienne[32]. Ryerson va nuancer et atténuer ce jugement. Il semble de plus en plus percevoir que le Québec offre peut-être une perspective plus encourageante qu'au Canada anglais sur la route vers le socialisme. C'est le développement de la grande industrie qui pose les bases matérielles et sociales de l'avènement du socialisme au Québec, c'est la montée du mouvement national pour l'autodétermination qui en est l'accélérateur historique[33]. Il fait même un rapprochement entre le Québec et Cuba. Ce rapprochement laisse entendre que le premier pourrait suivre le même chemin vers le « progrès socialiste » que le second a vécu.

> [...] nous voudrions croire que le passage au socialisme s'effectuera dans nos deux nations [canadienne-française et canadienne-anglaise] dans des conditions d'entre-aide et de solidarité. Nous n'excluons pas d'avance la possibilité que le Québec, loin d'être la Vendée, ne soit, à un moment donné, le Cuba des Canadas[34].

De plus, comme il en a été question précédemment, Ryerson a bien étudié la double oppression (socio-économique et politique) ressentie par les Canadiens français. Il a tout aussi bien saisi que ces derniers attribuent, du moins en partie, cette oppression aux Canadiens anglais qui dominent la structure étatique canadienne et qui hésitent à la réformer (ou à la remplacer) pour assurer l'égalité intégrale des deux nations. Ryerson affirme qu'il y a mésentente entre la vision et la volonté des Canadiens anglais et des Canadiens français concernant une modification significative au niveau politique et constitutionnel. Les premiers veulent assurer un statu quo, tandis que les derniers désirent des changements structuraux et profonds[35]. Finalement, Ryerson évalue généralement d'un œil favorable l'action des groupes « nationalistes de gauche »[36] Il souligne leur effort de réflexion qui s'intéresse à la dynamique entre le nationalisme et le socialisme en vue de définir des actions communes au sein de la gauche au Québec et au Canada[37]. Il fait référence notamment à l'apport théorique des revues québécoises *Parti pris* et *Socialisme*[38]. Comme Kealey le souligne : « La montée d'une gauche socialiste et nationaliste québécoise fournit à Ryerson un auditoire favorable, bien que pas nécessairement intéressé par le P.C.C. Cette relation avec la gauche québécoise importait beaucoup à Ryerson, parce qu'elle lui ouvrait des horizons et des perspectives inexistants en 1956 »[39]. Cependant, aucune indication ne signale que des contacts directs ou répétés ont été entrepris entre certains groupes « nationalistes de gauche »,

ou des membres de ces groupes, et Ryerson. Norman Penner fait remarquer que, pour ce qui est du groupe d'initiateurs du périodique *Parti pris*, ceux-ci n'entretenaient pas de liens avec la « vieille gauche »[40]. De plus, une autre explication probable concernant le cas de Ryerson réside dans le fait que celui-ci demeure à Toronto jusqu'en 1969 et que, par conséquent, il est éloigné du centre où les activités de ces groupes se déroulent, c'est-à-dire du Québec.

Mais, c'est vraiment à l'été et à la fin de l'année 1968 que l'éloignement entre Ryerson et le PCC se concrétise d'une façon décisive. L'intervention militaire des troupes du Pacte de Varsovie, avec à sa tête la puissance soviétique, en Tchécoslovaquie dans la nuit du 20 au 21 août 1968[41] marque un point de rupture décisif dans le militantisme communiste de Ryerson au sein du PCC. Cet événement se conjugue et alimente les différences de positions et d'appréciations entre Ryerson et les dirigeants communistes, dont la question nationale au Québec est le principal sujet de divergence. Dans un premier temps, le Comité exécutif central du PCC, dont Ryerson est membre, a condamné l'invasion de la Tchécoslovaquie, et cela peu de temps après l'événement[42]. Mais, deux mois plus tard, lors d'une réunion du comité central du PCC, une résolution est votée qui répudie la précédente et qui affirme maintenant que l'intervention était justifiée et que le PCC supporte les objectifs poursuivis par les pays du Pacte de Varsovie[43]. Un volte-face complet par rapport à la déclaration d'août 1968. Quant à lui, Ryerson continue énergiquement de dénoncer cette action[44]. Dans les mois suivants, ses idées et ses positions seront mises à mal par les autorités du Parti, dont le Secrétaire général, William Kasthan[45].

La question nationale au Québec et le départ de Ryerson

Après l'année 1968, les appréciations de Ryerson et du PCC sur la question nationale québécoise s'écartent définitivement l'une de l'autre, et d'une façon encore plus visible qu'auparavant. Cette situation est la raison principale pour laquelle Ryerson prend la décision de couper tous les liens avec le Parti en 1971. L'intervention soviétique en Tchécoslovaquie confirme l'impossibilité de résoudre les divergences réciproques sur la question nationale québécoise. Cet événement précipite la rupture entre Ryerson et le PCC. Les différends deviennent de ce fait irréconciliables.

Ryerson a, d'une façon générale, très peu écrit sur son expérience communiste (1935-1971)[46]. De même, il n'a laissé que quelques éléments d'information à propos des raisons qui l'ont poussé à mettre fin à son association avec le PCC. Par conséquent, très peu de témoignages de Ryerson, écrits rétrospectivement, sont disponibles. De ce fait, nous devons surtout nous reporter à ses écrits contemporains pour la période étudiée (1968-1971). Toutefois, dans un texte de 1985, il confirme que la question

nationale au Québec a grandement contribué à sa décision de quitter le PCC. Il écrit :

> [...] cette positivité de ma part [position de Ryerson à l'égard du mouvement national-démocratique] évoluait de la revendication de l'égalité nationale vers celle d'État francophone indépendant, avec restructuration de l'État canadien ; ce qui se révèle l'une des causes de ma rupture avec le marxisme orthodoxe et ses institutions, à la fin des années soixante. Les autres se rapportaient aux questions de démocratisation, aux processus de conscientation [prise de conscience ?, *sic*] autour de l'idéal d'une société alternative (Prague, 1968)[47].

À lire la dernière citation, on peut constater que la question nationale n'est pas le seul aspect de dissension entre Ryerson et les dirigeants communistes, mais en constitue néanmoins le principal. Le présent article ne nous permet pas d'élaborer sur ce sujet, mais signalons que deux autres thématiques ressortent. La première s'énonce comme étant les voies nationales et multiples pouvant mener au socialisme. Le démocratisme « réel » associé au socialisme forme la deuxième thématique[48].

Pour un Québec pleinement souverain

Dans un texte important de 1969[49], Ryerson en vient à préconiser une séparation complète du Québec de l'ensemble canadien et la formation d'un État québécois pleinement souverain. Une solution profitable pour les deux communautés nationales. Un avis qu'il n'avait jamais prôné jusqu'ici. Dans l'optique de Ryerson, un Québec indépendant pourra négocier plus aisément, d'égal à égal et sans contrainte, avec le Canada en vue de déterminer un cadre politique et constitutionnel unissant les deux États, ainsi que pleinement satisfaisant pour chacun. Le choc qu'occasionnerait l'accession à la souveraineté du Québec, pousserait peut-être les Canadiens anglais à dialoguer en montrant plus d'ouverture envers celui-ci. Ryerson manifeste toujours le souhait que les deux communautés nationales puissent coexister dans une même structure étatique. L'expression politique de cette coexistence devrait être convenue entre elles.

> *The question arises as to whether a break in Confederation may not be unavoidable. It looks less and less as though the existing framework would allow of the working out of a new, voluntary Confederal pact of the two nations on a footing of real equality. What Marx once visualized for Ireland – separation "although after separation there may come federation" (letter to Engels, Nov.*2, 1867*) may well be what must happen here : that the only basis on which la Nation Québecoise [dans le texte] will be able to secure and freely exercise the right of national self-determination will be as an independent, sovereign state. In any event, the Communists of English-speaking Canada cannot but strengthen their stand in support of Quebec's right to independence. Our advocacy of a "new confederal pact" will then stand as a projected possible (and desirable) sequel to independence [italique de nous], not as a substitute for sovereignty*[50].

Dans un autre ordre d'idées, Ryerson prononce un verdict très pessimiste concernant l'influence du PCC au sein de la société canadienne : « […] *yet there remains our difficulty in crashing the "1 per cent vote" barrier which suggests* […] *that we are at best no more than a barely marginal force. This is not intended as a homily for humility, but as a plea for realism* »[51]. De même, il plaide pour que le PCC se rapproche des groupes et des mouvements indépendantistes et progressistes du Québec au bénéfice d'actions communes et d'échanges de points de vue[52]. Visiblement, les dirigeants communistes ne sont pas disposés à s'engager dans cette voie. En plus de ne pas vouloir une coopération avec la « gauche séparatiste » au Québec, ils rejettent l'idée de soutenir l'indépendance totale et complète du Québec de l'ensemble canadien et la formation d'un État québécois souverain.

Conclusion

En 1969, Ryerson abandonne son poste au sein du comité central du PCC. Deux ans plus tard, en 1971, il quitte officiellement le PCC[53]. Ryerson a quitté le Parti discrètement, et comme des analystes l'ont déjà écrit, « sur la pointe des pieds »[54]. En effet, Ryerson aurait « […] conclu une entente discrète de non-agression avec la direction du Parti, peu de temps après l'intervention des forces du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie »[55]. C'est sûrement une des explications à son mutisme des vingt-cinq années suivantes, à tout le moins par écrit, à propos de son expérience au sein du PCC. D'après un rare document d'archives[56], son mutisme peut être également expliqué par sa volonté de ne pas faire le jeu de la bourgeoisie et de la droite, en critiquant vertement le PCC et le mouvement communiste.

> *I am determined that what is for myself a personal and private decision* [...] *shall not* [dans le texte] *be seized upon, dramatized and used by reaction against the Left.* [...] *For almost two years I have been persuading myself that the unavoidable penalty for refusal to provide ammunition to the Right is a silence that is merely interpreted as ambiguity.* [...] *I am no less concerned than before that they should contribute positively, and not bring grist to the mills of the Establishment*[57].

Deux auteurs énoncent également cette explication[58]. Au demeurant, Ryerson ne souhaite pas que les désaccords entre lui et le PCC soient interprétés comme une animosité qui résulterait en une guerre de mots ou à une relation malveillante. « *The other [impediment] would be an automatic implementing of the ancient assumption that dissenting views are the work of the class enemy, that differences automatically entails antagonism. Perhaps they do not.*[59] »

Tout au long de la décennie 1960, une transformation majeure de la pensée de Ryerson s'est opérée concernant la question nationale au Qué-

bec, comme il a été possible de le constater dans cet article. Cette transformation n'est pas soudaine, mais plutôt progressive. Elle s'amorce dès le milieu de la décennie 1960 et continuera à évoluer au cours des années 1970 et 1980. Elle s'inscrit dans le processus de remise en cause de son engagement au sein du PCC. Les deux éléments se chevauchent et s'alimentent. La crise tchécoslovaque de 1968 agit donc plus comme un catalyseur à une réflexion antérieure déjà passablement amorcée plutôt que comme le déclencheur amenant un changement brusque et immédiat. En 1972, Ryerson entreprend une nouvelle carrière de professeur d'histoire à l'UQAM. Même s'il quitte le PCC, Ryerson reste tout de même un intellectuel marxiste engagé. Cependant, il ne se tourne plus vers l'URSS et le mouvement communiste international comme modèle pour assurer le triomphe d'une société alternative à celle capitaliste.

Après 1971, Ryerson poursuit et approfondit plusieurs thèmes abordés dans les années 1960. Il s'intéresse particulièrement aux relations Canada/Québec et à la dynamique entre l'oppression sociale et l'oppression nationale chez les Québécois francophones. Durant les vingt années suivantes, Ryerson sera un acteur affairé dans la société québécoise. Il prendra position et procédera à une réflexion critique sur plusieurs enjeux, dont deux peuvent être considérés comme centraux. Le premier est son soutien donné à la Charte de la langue française (Loi 101) de 1977[60]. Le second se situe dans son appui à l'option du « oui » lors du référendum sur la souveraineté-association en 1980[61]. Ryerson reste donc un intellectuel progressiste et un historien marxiste de premier ordre. De ce fait, il sera nommé professeur émérite par l'UQAM en 1992.

Notes et références

1. Cet article découle d'un chapitre remanié de mon mémoire de maîtrise dirigée par Robert Comeau obtenu en 2008 à l'UQAM qui a pour titre : *Stanley Bréhaut Ryerson (*1911-1998*) et l'analyse de sa pensée sur la question nationale au Québec de* 1934 *à* 1991.
2. Le Parti communiste du Canada (PCC) devient membre de l'Internationale communiste (IIIe Internationale ou Komintern) en 1921 en acceptant les vingt et une conditions d'adhésion. De 1922 à 1924, le PCC prendra le nom de Parti des travailleurs du Canada (*Workers' Party of Canada*), pour ensuite redevenir le PCC à partir de 1924. De 1943 à 1959, le PCC optera cette fois pour l'appellation de Parti ouvrier-progressiste (POP), pour encore une fois reprendre son ancien nom de PCC.
3. Avant-propos de Évariste Dubé, Toronto, Progress Books, 1943.
4. Montréal, Éditions de la Victoire, 1945.
5. Toronto, Progress Books, 1968.
6. Version refondue, corrigée et augmentée de « Unequal Union », traduction de l'anglais par André D'Allemagne, Montréal, Parti Pris, 1972. Il est cependant

à noter que dans ce présent article, les notes de fin de page concernant cette monographie feront référence à la 2e édition de 1978, *Le Capitalisme et la Confédération : aux sources du conflit Canada-Québec* (1760-1873), *suivie d'un Mémoire sur la Charte de la langue française au Québec,* Montréal, Parti Pris, 1978 [1972].

7. Pour l'énoncé complet de la définition, voir Joseph Staline, *Le marxisme et la question nationale et coloniale,* Paris, Norman Bethune, 1974, p. 33.
8. Labor Progressive-Party, *The L. P. P. and Post-War Canada. Excepts from Speeches and Reports at Labor-Progressive Party National Convention,* Toronto, sans éditeur, 1945.
9. Ryerson, « The National Question and Canadian Imperialism », *National Affairs Monthly*, vol. 3, nº 10, octobre 1946, p. 296-303.
10. De 1943 à 1959, l'appellation du PCC change pour celle de Parti ouvrier-progressiste (POP), voir la note 2 du présent article.
11. Parti ouvrier-progressiste, *Indépendance canadienne et démocratie populaire. Programme adopté par le Comité national du Parti ouvrier-progressiste*, Toronto, POP, 1952.
12. Lénine, *Du droit des nations à disposer d'elles-même*s, Paris, Éditions sociales, 1973. Sur le sujet spécifique de Lénine et de la théorie de l'autodétermination nationale, voir particulièrement ; Hélène Carrère D'Encausse, « Unité prolétarienne et diversités nationales. Lénine et la théorie de l'autodétermination ». *Revue française de science politique*, vol. 21, nº 2, avril 1971, p. 221-255 ; Georges Haupt, Michaël Löwy et Claudie Weil, *Les marxistes et la question nationale,* 1848-1914. 2e éd., Montréal, L'Harmattan, 1997 [1974], p. 52-63 et p. 386-390.
13. Pour le PCC, voir, entre autres William Kashtan, *A new Course for Canada [19th National Convention]*, Toronto, Progress Books, 1966, p. 14. Kashtan était le Secrétaire général du PCC de 1966 à 1988.
14. À ce sujet, voir la section « Postface polémique » incluse dans la monographie de Ryerson, *Le Capitalisme et la Confédération…, op. cit.*, p. 321-334. Voir aussi ; Ryerson, *Connaître l'histoire, comprendre la société : un rapport en voie de mutation ? Histoire de cas : une prise de conscience des vecteurs socio-historiques du casse-tête Canada/Québec,* thèse de Ph. D. (histoire), Université Laval, 1987. Et *idem*. « Preface » dans *French Canada : A Study in Canadian Democracy*, 3e éd., Toronto, Progress Books, 1980 [1943], p. 1-8.
15. Parmi plusieurs articles, signalons celui le plus significatif ; Ryerson, « 1763-1963 : In the Beginning Was the Conquest », *Marxist Quarterly*, vol. 7, automne 1963, p. 12-20.
16. Ryerson, *Le Capitalisme et la Confédération…, op. cit.*, p. 313.
17. Montréal, Éditions de la Victoire, 1945, p.10, p. 58-59, p. 66-67 et *passsim*.
18. Ryerson, « 1848, 1867… », *Horizons Research News Letter*, nº 6, février 1971, p. 1.
19. Voir ; Ryerson, *Le Capitalisme et la Confédération…, op. cit.*, p. 323-325. Dans ces pages, Ryerson donne également une explication de cette interprétation.
20. *Ibid.*, p. 325. Voir aussi ; Ryerson, *Connaître l'histoire, comprendre la société…,op. cit., p.* 10.
21. Université du Québec à Montréal [UQAM], Service des archives et de gestion des documents [SAGD], Fonds Stanley-Bréhaut-Ryerson [SBR], 27P-660/34, Ryerson. « Canadian Marxists – and others – on the National Question ». [1969], [texte inédit], p. 6.

22. Ryerson, « 1848, 1867… », *op. cit.*, p. 1-2.
23. Ryerson. *Le Capitalisme et la Confédération…*, *op. cit.*, p. 289. Les italiques sont de Ryerson.
24. Ryerson en propose une évaluation similaire, voir Ryerson, « Formation of Two National Communities, English Canadian and French Canadian in the XVIIth to XXth Centuries », *Marxist Quarterly*, vol. 16, 1966, p. 55-59.
25. Voir Ryerson, « The Obstinate Reality », *Marxist Quarterly*, vol. 15, 1965, p. 36-37. Et *idem*, « Crisis of the Canadas : The Present State », *Marxist Quarterly*, vol. 15, automne 1965, p. 1-3.
26. Ryerson, « It's Getting Harder to Dodge the Point », *Horizons/Marxist Quarterly*, vol. 24, hiver 1968, p. 1-3.
27. Ryerson, « Formation of Two National Communities… », *op. cit.*, p. 59.
28. Deux articles de Ryerson synthétisent d'une manière assez complète ce thème de sa pensée, voir Ryerson, « Technology, Nationalism and the Canada/Quebec Problematic » dans Bhikhu Parekh (dir.), *Dissent and disorder. Essays in Social Theory*, Toronto, World University Service of Canada, 1969, p. 72-80. Et *idem*, « Social and National Factors in the Quebec "Awakening" », 1970, [texte non publié], 7 pages.
29. On retrouve, entre autres, l'expression de révolution nationale-démocratique dans Ryerson, « Question in Dispute », *Marxist Quarterly*, vol. 15, automne 1965, p. 56.
30. *Ibid.*, p. 64.
31. UQAM, SAGD, Fonds SBR. 27P-660/32. Ryerson « The Political-Economic Background of Our Conflict of Communities », 1967, texte inédit, p. 3.
32. Pour une vue d'ensemble de la position et de la conception du PCC sur la question du Québec et de la « crise de la Confédération », voir Parti communiste du Canada, *Mémoire du Parti communiste canadien à la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Toronto, sans éditeur, 1964.
33. Ryerson, « L'avenir économique et national du Québec est lié au socialisme », *Socialisme* 67, nº 11, février-mars 1967, p. 39.
34. *Ibid.*, p. 40. Dans un autre texte, Ryerson a fait un rapprochement similaire entre ces deux « territoires », voir Réal Pelletier, « Le socialisme est-il pensable au Québec ? Ryerson : un oui inconditionnel, Chapdelaine : socialisme mitigé, Plourde : solution impraticable », *Le Devoir*, 10 février 1967.
35. Voir UQAM, SAGD, Fonds SBR, 27P-630 : 02/4. Ryerson, « Notes on the National Question », 1967, [texte inédit], p. 2.
36. Ce courant prend des formes et des contours divers. Il tente de conjuguer et de synthétiser le socialisme (théorie de la décolonisation) et le nationalisme, dans des proportions variables, en vue de produire un système d'idées cohérent et un projet politique défini en vue de l'action. Ce courant mal délimité rassemble des groupes dissemblables pouvant être qualifiés de radicaux, socialistes, séparatistes et révolutionnaires. Il y a la présence de mouvements politiques (l'Action socialiste pour l'indépendance du Québec, le Parti socialiste du Québec, le Front de libération du Québec, etc.), des partis politiques (le Rassemblement pour l'indépendance nationale, le Parti québécois) et des périodiques (*Parti pris*, *Révolution Québécoise*, *Socialisme*, etc.). Pour une

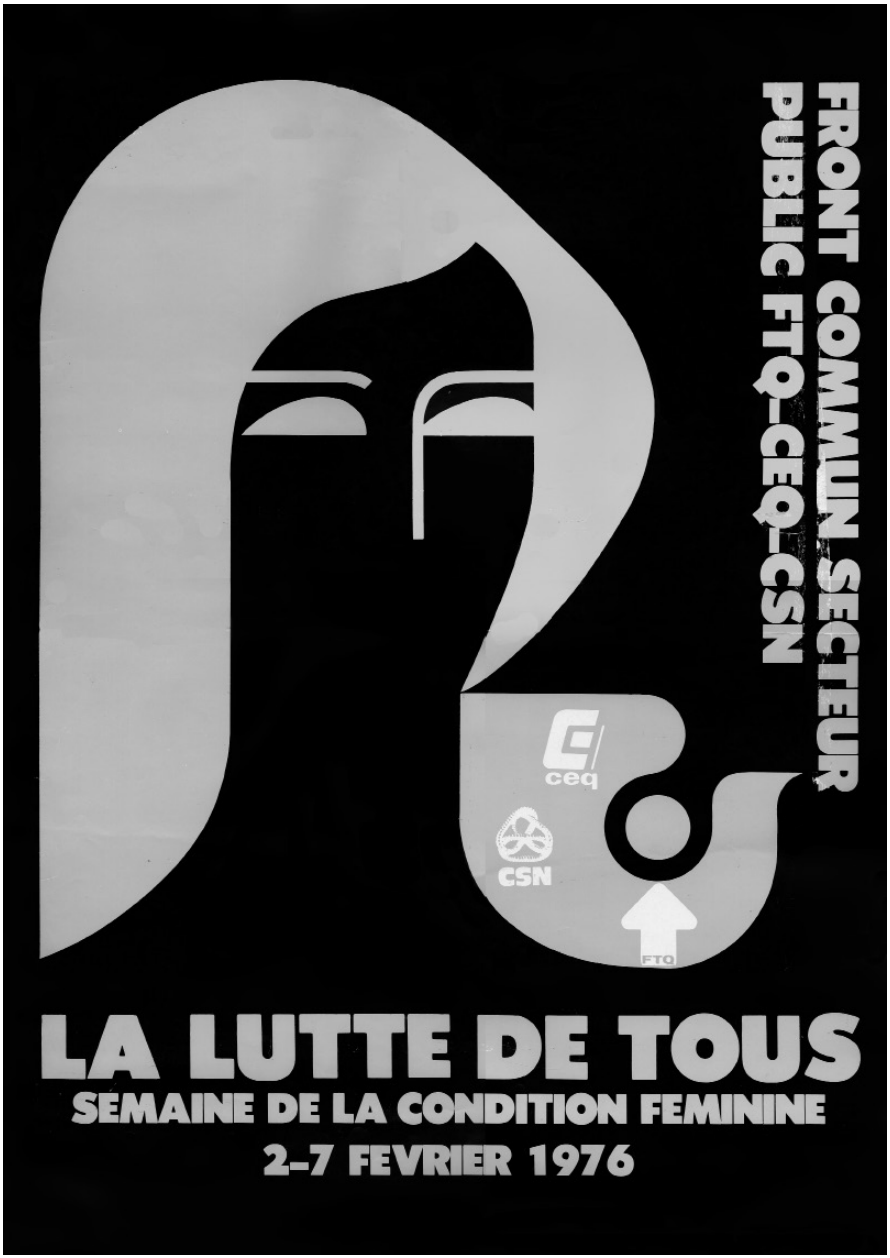
présentation générale de ces groupes, voir Roch Denis, *Lutte de classes et question nationale au Québec,* 1948-1968, Montréal, Presses socialistes internationales, 1979. Et Norman Penner, *The Canadian Left. A Critical Analysis*. Toronto, Prentice-Hall of Canada, 1977, p. 218-235.

37. Voir Ryerson, « Parliaments, Personalities and Powers », *Marxist Quarterly*, vol. 12, hiver 1965, p. 52-53. Et *idem*, « Crisis of the Canadas… », *op. cit.*, p. 2. Ces propos rejoignent ceux exposés par Kealey, voir Gregory S. Kealey, « Stanley Bréhaut Ryerson : intellectuel révolutionnaire canadien » dans Robert Comeau et Bernard Dionne (dir.), *Le droit de se taire : histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Montréal, VLB éditeur, 1989, p. 233.
38. UQAM, SAGD, Fonds SBR, 27P-660/34. Ryerson. « Canadian Marxists – and others – on the National Question », 1969, texte inédit, p. 7.
39. Kealey, *op. cit.*, p. 233.
40. Penner, *op. cit.*, p. 221.
41. Sur cette intervention d'une manière générale et la description des événements, voir François Fejtö, « Chapitre 11L La tragédie tchécoslovaque » dans *Histoire des démocraties populaires*, vol. 2 : *Après Staline,* 1953-1979, 3e éd., Paris, Éditions du Seuil, 1992 [1969], p. 245-283.
42. Communist Party of Canada, « Statement of the Central Executice Committee Communist Party of Canada », *Canadian Tribune*, 21 août 1968, p. 1. Il est révélateur que ce soit Ryerson lui-même qui ait composé le texte de cette déclaration produite au nom du Parti. Pour le manuscrit brouillon de la main de Ryerson, voir UQAM, SAGD, Fonds SBR. 27P-630 : 02/4.
43. Communist Party of Canada, « Statement on Czechoslovakia of the Central Executice Committee Communist Party of Canada », *Canadian Tribune*, 9 octobre 1968, p. 3.
44. UQAM, SAGD, Fonds SBR, 27P-630 : 02/4. Ryerson, « Amendment to replace those paragarphs (1 to 4, 11) dealing with the Czechoslovak Crisis in the Draft Statement on Czechoslovakia », texte inédit suivant la réunion du Comité central d'octobre 1968, p.1-4. Voir aussi Kealey, *op. cit.*, p. 238.
45. William Kashtan, « The Economic and Political Situation and Tasks of the Party », 1968, p. 22 cité dans Brian McDougall, *Stanley Ryerson and Materialist Conception of History : a Study in the Stalinism Distortion of Marxism*, mémoire de M. A. (science politique), Carleton University, 1982, p. 421-422. Voir aussi Sam Walsh, « Three Points of Difference with Comrade Stanley Ryerson », *Convention '69* , Discussion Bulletin of the Communist Party of Canada in Preparation for the 20th Convention, nº 3, 14 mars 1969, p. 2-6. Pour un commentaire analogue voir Stephen Endicott, « Les années torontoises, 1943-1969 » dans Robert Comeau et Robert Tremblay (dir.), *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat*, Hull, Vents d'Ouest, 1996, p. 65.
46. Le document le plus pertinent et révélateur à ce sujet est certainement sa thèse de doctorat de 1987. Cependant, Ryerson n'y produit pas une estimation systématique de son expérience au sein du PCC. Il résume ainsi l'objectif qu'il poursuivait en rédigeant sa thèse : « Le récit de cette immersion marxienne, une "demi-vie" en quelque sorte, commencée à Paris (1931) pour s'achever à

Prague même (en septembre 1968), reste à faire. Il ne saurait en être question ici que sous l'angle des écrits qu'elle provoqua, tant sur le plan de prises de position qui me paraissent toujours valables, que de reconsidérations en cours depuis plusieurs années déjà », Ryerson, *Connaître l'histoire, comprendre la société…*, *op. cit.*, p. 9.

47. UQAM, SAGD, Fonds SBR, 27P-010/4. Ryerson, « Liminaire », 1985, p. 2-3.
48. Pour une description plus détaillée de ces divergences, voir notre mémoire de maîtrise ; Bisaillon. *op. cit.*, p. 163-166. Une monographie significative composée par Ryerson aborde spécifiquement ces thèmes ; *The Open Society : Paradox and Challenge,* New York, International Publishers, 1965.
49. UQAM, SAGD, Fonds SBR, 27P-660/34. Ryerson, « For Broader Approaches », 1969, 6 pages. Ce texte a été publié, sous le même titre, dans la brochure du PCC en vue d'une discussion ouverte en tant que préparation au XXe Congrès du PCC en avril 1969, *Convention '69*, Discussion Bulletin of the Communist Party of Canada in Preparation for the 20th Convention, n° 2, février 1969, p. 18-21.
50. *Ibid.*, p. 2.
51. *Ibid.*, p. 3.
52. *Ibid.*, p. 2-3. Pour une évaluation apparentée, voir Vivian McCaffrey, *Stanley B. Ryerson : Marxist Intellectual and the French-Canadian National Question*, mémoire de M.A. (histoire), Université d'Ottawa, 1982, p. 125 et p. 127.
53. Pour la courte notice annonçant le départ de Ryerson dans le journal du Parti, voir Communist Party of Canada, « S. B. Ryerson not CP Member », *Canadian Tribune*, 10 mars 1971, p. 4.
54. Cette expression est employée par trois auteurs. Voir Endicott, « Les années torontoises… », *op. cit.* ; Comeau, « Le Parti communiste canadien, Stanley Bréhaut Ryesron et la question nationale canadienne-française, 1935-1965 » et Hervé Fuyet, « Une étape décisive dans l'itinéraire de Stanley B. Ryesron : *The Open Society : Paradox and Challenge* ». Tous ces articles se retrouvent dans l'ouvrage collectif ; Comeau et Tremblay (dir.), *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel…*, *op. cit.*, respectivement aux pages 66, 131 et 292.
55. Fuyet, « Une étape décisive dans l'itinéraire… », *op. cit.*, p. 291-292. Fuyet a obtenu cette information de Sam Walsh, président du Parti communiste au Québec (p. 303, note 10). Cette version est confirmée par une autre auteure, Merrily Weisbord, *Le rêve d'une génération. Les communistes canadiens, les procès d'espionnage et la guerre froide*, Montréal, VLB éditeur, 1988, p. 364. Elle écrit : « Stanley, regroupant des documents éparpillés sur son bureau encombré, grommelle une phrase où il est question de "relation pathologique avec l'Union soviétique" et de "syndrome de soumission", oubliant un instant le *contrat tacite qui le lie au Parti* [italique de nous] », p. 364.
56. UQAM, SAGD, Fonds SBR, 27P-630 : 02/4. Document inédit d'une page, sans titre et composé par Ryerson, à la fin de 1970 ou au début de 1971.
57. *Ibid.*
58. Fuyet, « Une étape décisive dans l'itinéraire… », *op. cit.*, p. 291-292. Fuyet a obtenu cette information de Sam Walsh, président du Parti communiste au Québec (p.303, note 10). Et Weisbord, *op. cit.*, p. 364.

59. UQAM, SAGD, Fonds SBR. 27P-630 : 02/4. Document inédit d'une page, voir note 52.
60. Voir le mémoire soumis par Ryerson à la commission parlementaire sur ce sujet : Ryerson, « Mémoire sur la "Charte de la langue française au Québec" » dans *Le Capitalisme et la Confédération…, op. cit.*, p. 350-364.
61. Voir Ryerson, « Why I'll Vote Yes », *This Magazine*, vol. 14, n° 3, mai-juin 1980, p. 4-7. Et *idem*, « Why I'll Vote Yes », *The Gazette*, 29 mai 1980.



1976, coll. de François-Guy Touchette.